



HAL
open science

L'exil tchèque en France depuis 1948 et la collecte des sources

Antoine Marès

► **To cite this version:**

Antoine Marès. L'exil tchèque en France depuis 1948 et la collecte des sources. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2022, Dissidences de l'Est en exil : inventaire, histoires et pratiques documentaires, 145-146, pp.6-11. 10.3917/mate.145.0002 . hal-04067658

HAL Id: hal-04067658

<https://hal.science/hal-04067658>

Submitted on 13 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'exil tchèque en France depuis 1948 et la collecte des sources

ANTOINE MARÈS, UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE, UMR SIRICE

L'Europe centrale ne constitue pas un concept pertinent pour analyser les exils. Chaque espace étatique et, à l'intérieur de ceux-ci, chaque espace national a ses propres traditions. Ainsi les exils autrichiens, hongrois, polonais, tchèques et slovaques ont-ils des périmètres propres, ne serait-ce que parce que les mouvements diasporiques ont été différents chez chacun d'entre eux. La grande différence entre ces espaces tient plus à la chronologie qu'à des différences de nature. À chacune des pertes d'indépendance ou à chaque instauration de dictature correspondent des flux d'exilés.

Après avoir rappelé les exils tchèque et tchécoslovaque antérieurs à 1945, j'aborderai ceux de 1948 et de 1968 avant d'évoquer l'écriture de l'histoire de cet exil et ses sources¹.

LE PREMIER EXIL DE L'APRÈS 1948

L'exil tchèque commence au XVII^e siècle avec l'expulsion des protestants du royaume de Bohême lors de la Guerre de Trente Ans. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, le phénomène se limite à quelques centaines d'individus, ce qui n'exclut pas des flux très importants de travailleurs tchèques et slovaques vers l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la Russie ou les États-Unis. La Première Guerre mondiale est productrice d'un nouvel exil avec des hommes qui décident de construire de l'extérieur un État en s'appuyant sur les diasporas en pays « alliés », qu'ils organisent politiquement et militairement, avant tout à partir de Paris. Sous la Première République, de 1918 à 1938, la Tchécoslovaquie est au contraire un pays d'accueil pour les exilés russes et ukrainiens, puis allemands et autrichiens. C'est après l'annexion et le dépeçage de la Tchécoslovaquie qui suit l'invasion hit-

lérienne du 15 mars 1939 que l'exil retrouve son sens, cette fois-ci à partir de Londres, plus secondairement à partir des États-Unis et de Moscou. Cet exil se divise entre prosoviétiques minoritaires et pro-Occidentaux majoritaires, leur rivalité se poursuivant une fois le territoire tchécoslovaque libéré par l'Armée rouge (et roumaine) au bénéfice final des communistes qui confisquent le pouvoir lors du Coup de Prague du 25 février 1948.

Il faut souligner que dans l'espace tchéco-slovaque marqué par la discontinuité étatique, les élites appartiennent plus aux milieux culturels qu'à la classe politique. Cette dernière, souvent discréditée entre en compétition avec les intellectuels. Au sortir de la guerre, nombre d'entre eux rallient le communisme et l'alliance avec l'URSS, et éprouvent avec Milan Kundera « le vertige d'être au volant de l'histoire ». Ils contribuent donc à instaurer le nouveau régime avant de subir l'épreuve de la période stalinienne et d'en sortir avec une volonté critique dont les congrès de l'Union des écrivains de 1956 et de 1967 sont les expressions les plus spectaculaires : ils retrouvent leur vraie fonction après avoir été des intellectuels organiques. Enfin, il ne faut pas oublier que l'attraction vers la France est le fruit, tant en 1948 qu'en 1968, d'une tradition francophile qui s'est développée en milieu tchèque dès la fin du XIX^e siècle, ce qui explique l'arrivée initiale de nombreux exilés à Paris.

Dans l'atmosphère qui suit la Libération, les exilés sont cependant suspects au même titre que les anciens collaborateurs : ils ne sont pas considérés comme des victimes de l'Histoire et doivent sans cesse se défendre de reproches entretenus par les appareils de propagande de leur État d'origine ou le PCF. D'autant que la diaspora est divisée entre organisations officielles rattachées à l'État et celles des exilés. Cette hostilité nous renvoie à l'attitude des intellectuels français face à la répression des citoyens des pays dits de l'Est au cours de cette

période. Pour résumer, le procès Rosenberg a occulté le procès Slanský même si le monde politique et médiatique des Quatrième et Cinquième Républiques a offert des appuis non négligeables à l'action des exilés.

Au cours de cette période, une grande fluidité caractérise ces groupes. Pour les Tchèques et les Slovaques, Paris n'est souvent qu'une étape vers l'Outre-Atlantique. Paris ne peut plus être qualifiée de « capitale » unique de l'exil, même si elle reste un point d'attraction important. Les organisations américaines ont ainsi joué un rôle fédérateur entre exilés de la région en créant notamment en juin 1949 le *National Committee for a Free Europe* (qui deviendra le *Free Europe Committee*) puis *Radio Free Europe* (octobre 1951). En septembre 1954, une nouvelle étape est franchie avec la fondation de l'Assemblée des Nations captives d'Europe, sous l'égide du FEC. Le Conseil de la Tchécoslovaquie libre en est membre en 1955. Pourtant, la « politique de libération » américaine disparaît du vocabulaire fin 1954 et l'administration américaine est divisée sur les moyens et les actions à mettre en œuvre, tant aux États-Unis qu'en Europe². Par ailleurs, dès 1949, a été constituée auprès du Mouvement européen une commission de l'Europe centrale et orientale qui rassemble exilés d'Europe centrale et orientale et représentants d'Europe occidentale. En 1950, une commission du Conseil de l'Europe est chargée de veiller aux intérêts des nations non représentées. L'Union chrétienne démocrate d'Europe centrale fondée aux États-Unis a sa Section de Jeunes à Paris. Il faut également rappeler l'existence, près de Strasbourg, au château de la Robertsau, du Collège de l'Europe libre, qui forme des jeunes exilés d'Europe de l'Est. Le Collège disparaît avec l'instauration de la politique de détente inaugurée par Richard Nixon. Parmi les exilés existent aussi des projets fédéraux pour une Europe centrale à libérer. Par ailleurs, le Congrès pour la Liberté de la Culture et la revue *Preuves* constituent des pôles majeurs de contact et de production intellectuelle des exils de l'Est.

Sur la vague d'émigration tchèque consécutive à Février 1948, estimée communément à 40-60 000 personnes, seule une faible minorité choisit finalement la France. De nombreux diplomates suivent l'ambassadeur Jindřich Nosek, après la mort tragique du ministre des Affaires étrangères Jan Masaryk, le 10 mars 1948. Une deuxième vague accompagne la démission d'Edvard Beneš de la présidence de la République, en juin. La présence des communistes qui harcèlent les exilés provoque un climat de méfiance au sein d'une communauté éclatée : la rivalité autour de l'héritage de la Résistance, le conflit entre partis communistes et partis non communistes et les différends slovaque-tchèques multiplient les fractures. Cet exil restreint, multiple et hétérogène est formé par quelques hommes compromis avec les

régimes collaborateurs proches de l'Allemagne nazie (surtout des Slovaques) ; un deuxième groupe est constitué par des patriotes à la fois antiallemands et antisoviétiques, portés à croire que tous ceux qui arrivent d'Europe centrale après eux sont des cryptocommunistes ; un troisième noyau est représenté par des démocrates anticomunistes qui ont fui leur pays avant une soviétisation complète, forces qui s'érodent dans les années 1950, nombre de leurs responsables quittant la France pour les États-Unis en 1951-1952 ; moins nombreux, on trouve enfin des intellectuels qui ont rompu avec le régime communiste après avoir parfois occupé des fonctions de responsabilité dans le journalisme, la diplomatie etc.

Au niveau individuel, l'exil se pose en termes de départ, d'accueil et d'insertion dans un nouveau milieu. La décision de quitter la Tchécoslovaquie est elle-même très complexe en fonction de l'âge, de la situation familiale, des conditions de clandestinité : franchir la frontière relève de l'aventure et l'échec peut être très sévèrement sanctionné. La suite fait naître bien des désillusions avec des sauts de camps en camps et les aléas de l'accueil. Parfois favorable, avec l'obtention de bourses de l'Entraide universitaire ou l'Aide du Comité tchèque pour les Réfugiés, il est souvent difficile pour ceux qui n'ont ni point de chute, ni amis, ni famille. Quant à l'insertion, elle se réalise dans le cadre de structures de l'exil à travers des réseaux multiples (syndicaux, professionnels, politiques) ou par la voie d'une intégration qui va jusqu'à la naturalisation, voire l'assimilation, rare cependant au niveau de la première génération malgré de fréquents mariages mixtes.

Les institutions anciennes permettent la poursuite d'une vie culturelle et politique propre : le mouvement sokol et la mission catholique tchèque constituent des lieux de rencontre de la communauté tchèque de Paris. Les partis démocratiques ont leurs sections parisiennes, qui adhèrent au Conseil de la Tchécoslovaquie libre. Citons encore le Comité d'aide sociale aux réfugiés tchécoslovaques, le Centre d'accueil pour réfugiés à Noisy-le-Sec, les associations protestantes (YMCA, Cimade) ou le noyau tchèque et slovaque formé autour de la radiodiffusion (EVE). Mais, plus que des structures, il faut signaler des hommes dont la vie est consacrée à une activité modeste dans son envergure, mais à laquelle ils sacrifient tout (Jaroslav Trnka, Josef Fišera). Les « ténors », eux, ont une carrière internationale qui les attire hors de France. Quelques poètes et écrivains de talent, quelques universitaires résident à Paris dans les années 1950, mais à l'exception notable de l'écrivain Jan Čep, aucune figure de grande envergure n'y reste durablement.

Sur le plan politique, l'année 1956 marque un premier tournant. Pourtant, en Tchécoslovaquie, il n'y a qu'un



- « 1956 avorté » sans déstalinisation et, par conséquent, sans flux migratoire ; de plus, l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958 suscite une vive émotion dans les groupes liés aux États-Unis. Enfin, vers 1963-1964, les États-Unis se désengagent des activités des exilés, provoquant un effondrement de certaines institutions et revues. En ce sens, la détente leur est fatale et entraîne une transformation des entreprises qui doivent s'enraciner dans un tissu français. Après l'échec de Robert Vlach, animateur de la revue *Sklizeň* (*Moisson*), le 28 octobre 1956, Pavel Tigrid lance *Svědectví* (*Témoignage*), trimestriel qui éclipse rapidement les revues existantes. Édité d'abord à New York, cette publication se propose « non pas de lutter contre le socialisme, mais contre le pays qui a trahi le vrai socialisme, l'Union soviétique [...] ». Imprimée à partir de 1960 à Bruges, elle s'installe à Paris. L'écho est immédiat, malgré les vives critiques des institutions de l'exil. Sa qualité rédactionnelle fait de *Svědectví* un média fondamental, de part et d'autre du Rideau de fer. Aux yeux de Pavel Tigrid, seul un dialogue constant avec Prague peut desserrer le carcan soviétique. Paris redevient donc au milieu des années 1960 un point de contact important. La libéralisation des années 1960 en Tchécoslovaquie, qui débouche sur le Printemps de Prague, puis les événements de 1989 lui ont donné raison.

Lors de cette période, le poids des exilés « français » de cette vague s'est réduit dans l'ensemble de l'exil tchèque : ils cherchent à s'intégrer très rapidement et la pérennité de leur groupe national à l'étranger se réduit petit à petit. Par ailleurs, même si le monde intellectuel parisien présente l'inconvénient – aux yeux des exilés – d'être assez largement dominé par la nébuleuse communiste, Paris demeure un lieu de liberté : pour certains, il s'agit de rester en Europe, face à des États-Unis qui partagent des valeurs auxquelles certains exilés n'adhèrent pas forcément et ils conservent ainsi le sentiment de rester dans un monde encore proche dans l'art de vivre et la pensée. Ils auraient pu devenir des médiateurs de leurs cultures nationales en France, mais l'imperméabilité intellectuelle française et l'absence de personnalités médiatiques les en ont largement empêchés.

1968 : LA DERNIÈRE VAGUE DE L'EXIL

La caractéristique de la Tchécoslovaquie par rapport aux autres pays du bloc soviétique est d'avoir renforcé le contrôle du PC dans les années 1970-1980, lors de la « normalisation » consécutive à l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie du 21 août 1968. S'échelonnant sur plusieurs mois et même plusieurs années, une dernière vague d'exil a donc lieu avec de fortes personnalités et dans une atmosphère plus accueillante qu'en 1948 (on estime cette vague à plus de 150 000 personnes). La

conjonction entre une opinion choquée par l'impérialisme soviétique, la redéfinition d'une gauche non communiste et la découverte de la culture tchèque est favorisée par l'accueil positif du Printemps de Prague. Cet exil tchèque n'est plus pris dans la tenaille de la Guerre froide. Il s'affirme sans avoir à combattre pour une légitimité devenue évidente, ce qui ne signifie pas pour autant que les choses soient faciles pour lui. Par ailleurs, les relations sont souvent plus complexes avec les vagues d'émigrations précédentes qu'avec la société française : question de sensibilités, d'expériences historiques et de générations. Pavel Tigrid est un des rares à pouvoir nouer des contacts fructueux et à nourrir sa revue de l'expérience des nouveaux arrivants. Mais les rancunes sont tenaces et comment coexister avec ses anciens « épurateurs » ? Comment ne pas être amer de la reconnaissance dont ces nouveaux venus jouissent ? Comme en 1948, le profil de ces nouveaux arrivants est complexe. Les plus notables ont été actifs lors du Printemps de Prague et y ont pris des positions qui leur permettaient difficilement de survivre dans une Tchécoslovaquie « normalisée ». Certains ont des accointances avec la France, soit par la langue – le poète surréaliste Petr Král, le journaliste Antonín Liehm et l'écrivain Jan Vladislav sont d'éminents traducteurs de la littérature française –, soit par leur attirance pour certains aspects de la culture française (Antonín Šnejdár, Ivo Fleischmann, Milan Kundera, Karel Bartošek...). Leur arrivée a suivi des cheminements divers. Certains, présents en France au moment du 21 août 1968, ont décidé d'y rester : cela a été le cas d'étudiants en lettres, en théologie, en médecine... ; d'autres sont venus assez rapidement (le cas de Milan Kundera, en 1975), mais pas forcément directement, après des passages plus ou moins longs en Allemagne ou aux États-Unis ; d'autres ne se sont installés en France qu'après de longues vicissitudes : le cas de Karel Bartošek – signataire de la Charte 77, emprisonné et finalement expulsé en 1982 à la suite des interventions du président Mitterrand –, du plasticien Jiří Kolář – qui quitte Prague pour Paris en 1980 et y fonde la *Revue K*, forum des artistes tchèques en exil –, de l'écrivain Jan Vladislav, lui aussi signataire de la Charte et expulsé en 1981.

Mais les sensibilités politiques sont très diverses : un premier groupe est constitué d'hommes qui n'ont jamais eu de sympathies pour le régime et ont choisi l'opportunité d'un départ jusque-là refusé par eux (le cas de Jan Vladislav) ; ceux-ci n'ont aucun mal à renouer avec la vague d'exil de 1948. Un deuxième groupe est formé d'héritiers du communisme désormais engagés dans la lutte anticommuniste, Karel Bartošek en étant une des figures les plus en pointe. Un troisième est constitué par des intellectuels à l'origine communistes, beaucoup plus prudents dans leurs positions, qui ne sont pas revenus

(ou rarement) sur la légitimité de leur engagement dans les années 1940 et 1950.

Parmi les plus actifs, il faut mentionner Antonín Liehm, figure importante du Printemps de Prague, responsable des *Literární noviny* et spécialiste de l'histoire du cinéma. Installé à Paris à partir des années 1980, il lance en 1984 *Lettre internationale*, qui dépasse de loin des préoccupations centre-européennes et participe largement de la médiation culturelle en France. Il est aussi l'éditeur de la publication *150 000 slov* destinée à ses compatriotes. Karel Bartošek, infatigable animateur de la *Nouvelle Alternative* lancée en 1986, l'a maintenue grâce à son insertion au sein de l'Institut du Temps présent du CNRS.

Nombre d'universitaires, de chercheurs et d'intellectuels exilés ont contribué à « muscler » les études sur l'espace tchéco-slovaque, déjà implantées dans certaines institutions comme l'Institut national des langues orientales, l'Institut d'études slaves (au sein duquel Vladimír Peška a joué le rôle d'« antenne » tchèque de réception précieuse pour tout visiteur en provenance de Tchécoslovaquie ou d'ailleurs) ou les départements d'études slaves de nombreuses universités ; on peut mentionner, entre autres, au CNRS : le philosophe Jan Šebestík, le sociologue Zdeněk Strmiska et l'historien Karel Bartošek ; à l'École des hautes études en sciences sociales : les écrivains Milan Kundera (après l'université de Rennes 2) puis Jan Vladislav ; à la Sorbonne : le politologue et historien Antonín Šnejdárk ou la spécialiste de littérature Hana Jechová ; à l'université de Lille : l'historien Ilios Yannakakis... Nombre d'exilés sont ensuite entrés dans le cadre de l'enseignement supérieur : Dagmar Hobzová, Milan Burda en littérature, Milena Srpová en linguistique... La présence en France du romancier et essayiste Milan Kundera, son insertion chez Gallimard, le secret dont il s'est entouré, ses succès littéraires ont été pour beaucoup dans l'attention que les médias ont porté aux choses tchèques.

Il faut souligner aussi l'existence de structures qui ont amplifié et soutenu l'action des exilés : d'une part, celles qui relevaient de l'émigration précédente (la mission catholique animée rue de Sèvres par le jésuite Petr Kolař ; l'Amitié franco-tchécoslovaque, dirigée par Eugène V. Faucher ; le Sokol et l'Association des anciens volontaires) ; d'autre part, des initiatives nouvelles qui œuvraient en solidarité avec la dissidence et les milieux de l'exil³. L'audience du dramaturge Václav Havel et la solidarité manifestée par le monde du théâtre ont été une belle illustration de ce climat nouveau, avec de nombreuses manifestations tant à Paris qu'à Avignon depuis la fin des années 1970. Ce nouvel éventail idéologique, qui intégrait des mouvances aroniennes, démocrates-chrétiennes, personalistes, socialistes, trotskistes... a joué globalement en faveur de la cause de la dissidence et de l'exil.

Le contexte international, avec la signature des accords d'Helsinki en 1975 – et notamment la troisième corbeille – puis la promulgation de la Charte 77 (sans parler de l'impact de la dissidence en URSS et de l'exil d'Alexandre Soljénitsyne), ont constitué autant d'accélérateurs pour une insertion plus fluide des exilés dans la société française, non sans ambiguïtés parfois, comme l'a montré Pierre Grémion dans son étude *Paris-Prague*⁴. Mais il est clair que les verrous antérieurs ont alors sauté avec une presse de gauche désormais ralliée à la cause de la dissidence (à l'exception notable de la presse communiste), *Le Monde*, *Esprit*, *Les Temps modernes*, *Le Nouvel Observateur* ouvrant largement leurs colonnes aux exilés. Le contexte international signifie aussi pour ces exilés des liens multiples tissés avec la nouvelle diaspora, sorte d'« Internationale du Printemps de Prague » : cette génération bénéficie de réseaux bien structurés et de maisons d'édition implantées à Toronto (avec le couple Škvorecký), à Zürich, à Rome, avec la revue *Listy* (et Jiří Pelikán, avec une version française à partir de 1976), quelques foyers catholiques très actifs à Rome et en Bavière, et de forts soutiens au sein de la gauche non communiste.

Ce monde de l'exil est désormais en symbiose étroite avec la dissidence intérieure. La conception gradualiste d'une contamination de la liberté (qui anime l'idée de la « convergence » entre les blocs, à la mode dans certains milieux dès la décennie 1970) semble l'avoir emporté. Les modes de pénétration de la société tchécoslovaque par le « tamizdat » et les ondes partent de la conviction héritée des événements de 1956 que la société peut se défaire d'elle-même du régime communiste.

ÉCRITURE ET SOURCES DE L'EXIL

Écrire l'histoire des exils tchèques d'après 1948 est difficile à plus d'un titre parce qu'ils n'ont suscité qu'un intérêt tardif et que les sources ont eu le temps de s'évaporer. Dans les années 1980, le *courant dominant* continuait de considérer que c'était un sujet « inconvenant ». Mon intérêt pour les exils et la dissidence partait pourtant d'un constat partagé avec mes collègues, spécialistes de la région aux Langues'O : la part de la production intellectuelle de l'exil était souvent bien plus conséquente et intéressante que la littérature officielle. Cela m'avait conduit à organiser à la charnière des années 1980-1990 deux grands colloques avec André Kaspi puis Pierre Milza sur *Le Paris des étrangers*⁵.

Pour revenir aux sources de l'exil tchèque, la littérature était extrêmement dispersée, et volontairement discrète, la méfiance et le silence des acteurs étant justifiés par la surveillance dont ils étaient l'objet et le procès en illégitimité qui leur était fait. En revanche, quelques foyers de documentation spécifiques existaient en Allemagne, en Suisse, en Belgique, aux États-Unis et



- au Canada autour de structures associatives ou d'initiatives personnelles. Bien entendu, 1989-1990 a représenté une césure puisque les « vaincus de l'histoire » se retrouvèrent sur le devant de la scène et devinrent plus enclins à livrer leur vérité à la suite d'un changement d'atmosphère progressif de la seconde moitié des années 1970 et surtout des années 1980.

Faute d'archives disponibles (publiques et privées), il fallait saisir les occasions pour interroger ces exilés, à Paris ou de passage. Dans une optique comparative des exils, j'ai ainsi mené des entretiens avec une douzaine d'acteurs, dont les résultats ont été partiellement publiés dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*⁶.

L'autre piste concerne les archives des exilés en France. La situation la pire est celle où le décès survient de manière anonyme et où la famille ou l'entourage estime que les archives de la personne intéressée ne méritent d'autre sort que la destruction. Ce fut le cas de Jaroslav Trnka. Or, le juge Trnka, ancien secrétaire de Štefan Osuský (rival de Beneš) pendant la Deuxième Guerre mondiale, animateur de la revue *Rencontres*, membre de la section tchèque de la Radiodiffusion française, a été un de ces exilés discrets et très actif. Son ami Vladimír Peška a sauvé quelques lambeaux de ce fonds. Second exemple rocambolesque, antérieur puisque remontant à 1982, au moment du décès d'Antonín Šnejdárek, professeur d'histoire de l'Europe centrale contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il avait été un des artisans de la politique extérieure du Printemps de Prague ; cet ancien élève du lycée de Nîmes avait fui la Tchécoslovaquie en 1968 pour l'Allemagne avant d'avoir ce poste à Paris. Il disposait de réseaux dans le monde entier, des États-Unis (Kissinger) à l'URSS, résultat de ses anciennes fonctions et de son implication dans le mouvement Pugwash. Au lendemain de son décès, toutes ses archives, stockées dans une cave, disparurent, vraisemblablement au profit d'un service de renseignement.

Le destin des archives d'écrivains peut être fort différent : Milan Kundera a déposé ses archives à Brno, en les limitant à sa seule œuvre littéraire ; Jan Vladislav a lui légué l'ensemble de ses archives au Musée de la littérature nationale à Prague (PNP).

Il y a aussi le cas où les archives ont été pillées par des personnes peu scrupuleuses : cela a été le cas d'archives d'artistes exilés, parfois victimes de prédateurs privés aux dépens des archives publiques, ce qui s'est passé pour celles de Toyen et partiellement de Joseph Sima, décédés en 1980 et 1981, dont seulement des bribes se retrouvent dans des fonds publics.

A contrario, certaines archives individuelles ont été conservées, avec encore ici des cas de figure divers. Pour les exilés de 1948, Josef Fišera (1912-2005), chargé

de recherche au CNRS, éducateur social avant et pendant la guerre, a pris grand soin de trier et de classer pendant des années ses archives avant de les déposer à Pardubice pour mettre en exergue son rôle dans la Résistance (il fait partie des Justes). De la même manière, les archives d'Hubert Ripka, une des plus grandes figures politiques de l'exil, ancien collaborateur du président Beneš, ont été rapatriées aux Archives nationales de Prague où elles sont classées et accessibles. Elles sont une mine. Les archives de Vladimír Peška ont été sauvées à l'initiative de sa fille, qui a alerté l'Institut d'études slaves au décès de son père : l'IES a recueilli ce riche héritage, si précieux pour l'histoire de l'exil tchèque de 1948. Au contraire, les archives de *Svědectví* semblent inexistantes comme un tout.

Pour l'exil de 1968, nous avons vu ce qu'il en a été des archives disparues d'Antonín Šnejdárek. Les archives de Karel Bartošek ont été elles rapatriées aux Archives nationales de Prague. Les archives d'Antonín Liehm, du moins celles de *Lettre internationale*, ont été déposées à l'IMEC, à l'abbaye d'Ardenne. Les archives de la *Revue K*, si importante pour l'activité de Jiří Kolář dans les années 1980, restent en mains privées.

Mais beaucoup reste à faire et à rassembler, ou du moins à identifier. Souvent ces archives demeurent au sein des familles ou des associations⁷. Il faudrait mener une enquête pour identifier les gisements documentaires encore existants qui échappent aux bibliothèques et archives publiques, notamment les archives associatives, qui restent à explorer pour rendre notamment compte des clivages entre pro et anticommunistes. Sans parler des archives décentralisées en régions et de celles des scientifiques tchèques et slovaques qui ont trouvé refuge en France entre 1948 et 1989.

À côté des sources tchèques privées (et des témoignages des exilés), il ne faut pas oublier les forces qui se sont engagées en soutien à la dissidence et à l'exil tchèque, comme l'Association Jan Hus ou celles de l'Amitié franco-tchéco-slovaque, une mine pour l'histoire de la résistance franco-tchécoslovaque à la Tchécoslovaquie communiste⁸. Sans oublier le Congrès pour la liberté de la Culture et ses suites, dont Roselyne Chenu a récemment relaté l'histoire⁹.

Évidemment, il ne faut pas négliger les archives publiques, à la fois tchèques et françaises. Sont aujourd'hui disponibles les archives tchèques et slovaques des ministères de l'Intérieur et de la Police d'État (StB), riches des dossiers de surveillance et de contre-espionnage. Les deux ministères des Affaires étrangères tchèque (poste de Paris) et français (poste de Prague et administration centrale, à Nantes et à La Courneuve) sont également essentiels pour une histoire de l'exil tchèque en France. Les archives de la Préfecture

de police permettent d'accéder à certains dossiers du Sdece, par ailleurs inaccessibles. Enfin, les archives de l'OFPPRA, pour autant que les dossiers soient communicables, pourraient présenter un intérêt certain.

La question de l'exil tchécoslovaque en France mériterait qu'y soient consacrés des travaux comme ceux qui ont déjà vu le jour en République tchèque, et plus marginalement en France¹⁰. C'est un chantier qui pourrait avoir une belle dimension comparative avec l'exil polonais, roumain ou hongrois, pour en dégager traits communs et spécificités. ■

Notes

1. Pour plus de détails sur l'histoire de ces exils, ici synthétisés, voir A. Marès, « L'émigration/exil d'Europe centrale en France après 1945 », in *Les intellectuels de l'Est exilés en France* (co-dir. avec Wojciech Falkowski), Paris, Institut d'études slaves, 2011, p. 14-32 ; « Jalons pour une histoire de l'émigration et de l'exil tchèque en France », *Polska, Europa, Europa zjednoczona (Mélanges Jozef Laptos)*, Cracovie, Wydawnictwo naukowe, 2015, p. 288-300 ; *Exils d'Europe médiane en France dans la seconde moitié du XX^e siècle* (dir., en collaboration avec Wojciech Prazuch et Inga Kawka), Paris, IES, 2017.
2. Voir sur ce point important les travaux de Justine Faure.
3. Les revues *L'Alternative*, lancée en 1979 par François Maspero, *L'autre Europe*, éditée à partir de 1983, les *Cahiers de l'Est*, le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, l'Association Jan Hus présidée par Jacques Derrida puis Jean-Pierre Vernant, le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) né en janvier 1978, le Comité international pour le soutien de la Charte 77 présidé par Pierre Emmanuel, toutes les associations et comités actifs dans la défense des Droits de l'homme...
4. Paris, Julliard, 1985.
5. *Le Paris des étrangers* (dir. avec André Kaspi), Imprimerie nationale Éditions, Paris, 1989 ; *Le Paris des étrangers depuis 1945* (dir. avec P. Milza), Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
6. Antoine Marès, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54. https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_44_1_403054
7. Par exemple pour le Sokol de Paris, organisation de gymnastique qui renseigne aussi bien sur la communauté tchèque en France que sur l'action de résistance à l'étranger au régime communiste, dont l'essentiel des archives a été déposé dès les années 1990 aux Archives nationales de Prague.
8. Dispersées entre la Bibliothèque départementale de Meurthe-et-Moselle, la Bibliothèque nationale, le Service historique des armées et le président de l'AFTS, Eugène V. Faucher.
9. Voir Roselyne Chenu, *En lutte contre les dictatures*, Paris, Le Félin, 2018.
10. Stéphane Dufoix, Justine Faure, Jan Zatloukal, et mes étudiants de l'Inalco et de l'université Paris 1, notamment Daniela Bambasová, Ninon Derouet, Benjamin Gutmann, Jiří Hnilica, Françoise Noirant...